



BRIEFING DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT N° 50

Produire de la nourriture dans les villes : succès et nouvelles opportunités

Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne (DG DEVCO) et Concord

10 avril 2018, 9h00-13h00

Secrétariat ACP, Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles

<https://bruxellesbriefings.net/>

1. Contexte : le monde est de plus en plus urbanisé

Dans les pays en développement, l'expansion des villes atteint un niveau sans précédent. En 1960, la population urbaine mondiale représentait 34 % de la population totale. En 2014, cette proportion avait grimpé à 54 % et elle continue aujourd'hui sa progression. D'ici 2050, la part de la population vivant en zone urbaine devrait atteindre 66 % (ONU DAES). L'Afrique subsaharienne connaît un taux de croissance urbaine annuel de 3,6 %, soit près du double de la moyenne mondiale.

L'expansion rapide des villes dans les pays en développement, combinée à l'intensification du phénomène de migration des populations rurales vers les zones urbaines, a stimulé le développement des mégapoles. En 1990, le monde comptait 10 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants. En 2014, ce nombre était passé à 28, abritant une population totale de 453 millions d'habitants. Six nouvelles mégapoles devraient apparaître en Afrique d'ici 2030 : Luanda (Angola), Lagos (Nigeria), Johannesburg (Afrique du Sud), Kinshasa (République démocratique du Congo), Dar es Salaam (Tanzanie) et Le Caire (Égypte). La population de l'une de ces mégapoles – Le Caire – dépasse les 10 millions d'habitants depuis 2000.

Aujourd'hui, environ un tiers de la population mondiale vit dans des bidonvilles et des implantations informelles. Si la tendance actuelle se maintient, ce chiffre pourrait dépasser les 2 milliards d'ici 2030. Les changements climatiques et les crises humanitaires viennent s'ajouter aux problèmes rencontrés par les villes et les populations urbaines pauvres. La production agricole et l'approvisionnement alimentaire des villes sont de plus en plus affectés par les sécheresses et les inondations. De plus en plus de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays cherchent refuge dans les zones urbaines et la demande alimentaire urbaine augmente.

Le développement durable ne se fera pas sans transformer en profondeur la manière dont nous construisons et gérons nos espaces urbains. L'un des principaux défis pour rendre les villes sûres et durables consiste à garantir l'accès à des logements sûrs et abordables et à assainir les bidonvilles. Il est également nécessaire d'investir dans les transports publics, de créer des espaces verts publics et d'améliorer la planification et la gestion urbaines d'une façon à la fois participative et inclusive (Objectif de développement durable n° 11 : villes et communautés durables).

Le concept de « ville verte » – en termes de résilience, d'autonomie, de durabilité économique et environnementale – est souvent associé à l'urbanisme dans les pays les plus développés. Il implique une architecture durable à la pointe de la technologie, des pistes cyclables vertes et des industries zéro-déchet à boucle fermée.

Ce concept est toutefois appliqué de manière spécifique, et sa portée sociale et économique est très différente, dans les pays en développement à faible revenu. Les principes de base des villes plus vertes peuvent en effet présider à un développement urbain qui assure la sécurité alimentaire, un travail et des revenus décents, un environnement propre et une bonne gouvernance pour tous les habitants. (FAO)

2. La multifonctionnalité de l'agriculture urbaine

L'agriculture urbaine¹ se définit comme une industrie établie dans une ville ou une métropole (intra-urbaine) ou en périphérie de celle-ci (péri-urbaine), qui cultive ou élève, transforme et distribue divers produits alimentaires et non alimentaires en réutilisant essentiellement des ressources, produits et services humains et matériels trouvés dans cette zone urbaine et autour de celle-ci, et en fournissant ensuite des ressources, produits et services humains et matériels à l'ensemble de cette zone urbaine (Luc Mougeot 1999:10).

L'agriculture urbaine² se présente généralement sous la forme d'une activité informelle, assez difficile à caractériser avec des données et des tendances précises. Elle englobe la culture de légumes et d'arbres fruitiers, ainsi que d'autres cultures spécialisées (plantes médicinales ou ornementales, par exemple), la production de bois, l'élevage d'animaux à petite échelle (allant des espèces communes, comme les bovins et la volaille, aux espèces locales, comme les cochons d'Inde), l'apiculture et l'aquaculture (production animale et végétale en milieu aquatique). Elle se développe généralement à proximité des marchés et dans des espaces restreints en raison de la demande élevée. L'agriculture urbaine utilise l'eau du réseau urbain et recycle les déchets organiques. Elle a donc un effet positif sur la gestion des ressources naturelles pour assurer un environnement durable.

L'agriculture urbaine joue un rôle de premier plan dans l'alimentation des populations urbaines du monde entier. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) rapporte que 800 millions de personnes dans le monde font pousser des légumes ou des fruits ou élèvent des animaux en ville, représentant ainsi, d'après le Worldwatch Institute, pas moins de 15 à 20 % de la production alimentaire mondiale. Selon les estimations, 130 millions de résidents urbains d'Afrique et 230 millions de résidents urbains d'Amérique latine pratiqueraient l'agriculture, et surtout l'horticulture, pour assurer l'approvisionnement alimentaire de leur famille ou tirer des revenus de la vente de leur production. (FAO).

L'horticulture contribue à autonomiser les populations urbaines pauvres et à assurer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, et elle peut favoriser le développement de villes plus vertes. Dans certaines régions du monde, l'agriculture urbaine et péri-urbaine représente 50 à 75 % de la consommation de légumes dans la ville concernée.

L'agriculture urbaine et péri-urbaine prend de nombreuses formes : micro-jardins, horticulture commerciale avec micro-irrigation dans les zones urbaines périphériques, micro-jardins hydroponiques dans les bidonvilles, toits verts dans les centres urbains densément peuplés, organoponie et cultures hors sol simplifiées... Elle englobe aussi bien les potagers familiaux très basiques que les grands investissements axés sur la technologie dans des fermes verticales à haute productivité et à revenus élevés.

L'agriculture urbaine offre des avantages écologiques, car elle réduit les déchets urbains, améliore la biodiversité et la qualité de l'air dans les villes et atténue globalement l'impact sur l'environnement du transport et du stockage des denrées alimentaires.

L'agriculture urbaine peut constituer une source supplémentaire d'aliments, d'emplois et de revenus pour les habitants des villes. Une récente analyse de 15 pays en développement et en transition révèle d'importantes variations dans la part des ménages urbains qui pratiquent l'agriculture – de 11 % en Indonésie à 70 % au Nicaragua et au Vietnam³. Pourtant, l'agriculture urbaine ne représente que 5 à 15 % de la production agricole totale dans les pays étudiés, et la plupart des ménages consomment eux-mêmes leur production alimentaire au lieu de la vendre. Si la contribution de l'agriculture urbaine aux revenus est généralement faible (moins de 10 % dans 10 des 15 pays analysés), cette activité est liée à une amélioration de la diversité de l'alimentation dans deux tiers des pays de l'étude. Toutefois, malgré ses effets bénéfiques avérés, la contribution de l'agriculture urbaine peut être limitée par des contraintes de production et d'ordre juridique liées à la disponibilité d'intrants essentiels (comme l'eau),

¹ Urban agriculture in the developing world: a review Francesco Orsini, Remi Kahane, Remi Nono-Womdim, Giorgio Gianquinto. 2015. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01201393/document>

² *ibid*

³ International Food Policy Research Institute. 2017. 2017 Global Food Policy Report. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. <https://doi.org.10.2499/9780896292529>

à la manipulation sans danger de produits agrochimiques et à l'élimination des déchets de culture ou d'élevage.

Les ménages urbains qui pratiquent l'agriculture urbaine et péri-urbaine bénéficient généralement d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une alimentation plus variée. La production alimentaire urbaine et péri-urbaine permet aussi d'accroître la disponibilité de denrées alimentaires saines et abordables – essentiellement de fruits frais, de légumes, d'œufs et de produits laitiers – pour un plus grand nombre de consommateurs urbains. Pour faire en sorte que l'agriculture urbaine et péri-urbaine contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire urbaine, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes d'aide en matière d'accès à la terre, des services d'assistance technique, des formations aux bonnes pratiques de production et des initiatives d'éducation des agriculteurs et des consommateurs. Il convient également de remédier aux risques sanitaires potentiels découlant de l'utilisation d'eaux usées et de produits agrochimiques, de la mauvaise manipulation des aliments, de la pollution urbaine et de l'élevage d'animaux à proximité d'êtres humains dans des conditions insalubres.

La production, la transformation et la commercialisation de denrées alimentaires contribuent à générer des revenus et des emplois pour de nombreux ménages urbains pauvres (les revenus générés par le secteur alimentaire informel sont souvent équivalents ou supérieurs au salaire minimum en vigueur). Ce secteur offre plus particulièrement des possibilités d'intégration sociale et économique pour les femmes, les nouveaux arrivants et les jeunes : il leur permet de réduire leur vulnérabilité en diversifiant leurs moyens de subsistance et en jouant le rôle de filet de sécurité en période de crise économique.

3. Des politiques et une planification urbaines favorables à l'agriculture urbaine

Bien que de nombreux ménages pauvres tirent parti de l'agriculture urbaine, la culture de la terre et l'élevage sont en réalité illégaux dans beaucoup de villes. L'agriculture urbaine se pratique souvent sur des terres « inutilisées ». Les agriculteurs n'ont pas de droits légaux et ne sont donc pas incités à investir dans des améliorations. Par exemple, au lieu d'installer de coûteux systèmes d'irrigation, les agriculteurs utilisent souvent les eaux usées, qui, si elles sont polluées, peuvent présenter des risques pour la santé des consommateurs.

Compte tenu des avantages potentiels de l'agriculture urbaine, les politiques gouvernementales relatives à la planification urbaine doivent résoudre la question du régime foncier pour les agriculteurs et donner accès à une eau d'irrigation propre, tout en protégeant la santé publique.

La gestion multifonctionnelle des paysages, intégrant l'agriculture, les arbres et les forêts, permet d'accroître la résilience des villes, non seulement en diversifiant les sources de nourriture en zone urbaine et les possibilités de revenus, mais aussi en préservant des grands espaces verts, en améliorant le couvert végétal et l'infiltration de l'eau et en contribuant à une gestion durable de l'eau et des ressources naturelles. La foresterie urbaine, y compris l'agroforesterie, contribue tout particulièrement à améliorer la qualité de l'air, à réduire le réchauffement urbain, à freiner l'érosion et à améliorer la biodiversité urbaine. À mesure que l'eau se raréfie, l'agriculture urbaine et péri-urbaine offre une excellente occasion d'utiliser de façon productive les eaux usées et les déchets organiques des villes, ainsi que les eaux de pluie recueillies. Des directives officielles reconnaissent actuellement l'utilisation des eaux usées non traitées, sous réserve de l'application de stratégies de réduction des risques suffisantes. Il convient de promouvoir des techniques et des pratiques appropriées, ainsi que des mesures de réduction des risques sanitaires pour garantir la sécurité de la production et la santé de l'environnement.

À la suite de la crise alimentaire de 2007-2008, une Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies a plaidé en faveur d'un changement de paradigme en matière de planification urbaine, afin de privilégier une vision qui favorise la production alimentaire urbaine et péri-urbaine et la professionnalisation de certains des acteurs impliqués. Les principales difficultés rencontrées par les agriculteurs dans les zones urbaines sont le manque d'espace, la mauvaise qualité des sols et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en eau. La délimitation des terres en faveur de l'agriculture devrait donc constituer une priorité pour permettre aux agriculteurs d'investir dans les parcelles. L'agriculture urbaine est également confrontée aux problèmes traditionnels du secteur agricole : coût élevé des intrants, manque de semences de qualité, impossibilité d'obtenir des prêts pour acheter des équipements... En outre, les agriculteurs urbains sont rarement organisés (en coopérations, associations ou réseaux, par exemple) et ont un accès limité aux marchés.

En octobre 2009, des représentants de gouvernements municipaux, de ministères de l'agriculture, d'instituts de recherche, d'ONG et d'organisations internationales issus de 12 pays d'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunis à Medellín, en Colombie, pour élaborer des stratégies afin d'endiguer les taux élevés de pauvreté urbaine et d'insécurité alimentaire dans cette région. Cette rencontre a eu lieu alors que beaucoup de pays se relevaient lentement après avoir subi les effets de l'envolée mondiale des prix des carburants et des denrées alimentaires qui avait fait grimper le coût de la vie au-delà des ressources de beaucoup des 160 millions de pauvres urbains de la région. La réunion de Medellín a proposé un nouvel agenda pour une transition urbaine favorisant l'inclusion sociale, l'amélioration de la qualité de vie, l'équité et la durabilité. La Déclaration de Medellín a invité d'urgence les instances gouvernementales nationales, régionales et locales à intégrer l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans leurs programmes pour lutter contre la faim et la pauvreté, garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, promouvoir le développement local et améliorer l'environnement urbain.

4. Des nouvelles possibilités pour l'agriculture urbaine

Si la plupart des autres activités sont généralement de nature transitoire, l'agriculture urbaine devrait probablement devenir une caractéristique permanente de la plupart des villes, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Selon les estimations, la part de la population urbaine qui pratique l'agriculture serait d'environ 50 % à Accra (Ghana), 80 % à Brazzaville (Congo), 68 % dans les cinq plus grandes villes de Tanzanie, 45 % à Lusaka (Zambie), 37 % à Maputo (Mozambique), 36 % à Ouagadougou (Burkina Faso) et 35 % à Yaoundé (Cameroun). Dans les villes du Kenya, environ 29 % des familles travaillent dans l'agriculture urbaine. D'après une étude de Zezza et Tasciotti de 2010, basée sur des données d'enquête concernant 15 pays répartis dans les 4 principales régions de développement – à savoir l'Asie (Bangladesh, Indonésie, Népal, Pakistan et Vietnam), l'Afrique (Ghana, Madagascar, Malawi et Nigeria), l'Europe de l'Est (Albanie et Bulgarie) et l'Amérique latine (Équateur, Guatemala, Nicaragua et Panama) –, la part des ménages urbains qui tirent un revenu de l'agriculture varie de 11 % en Indonésie à près de 70 % au Vietnam et au Nicaragua. Dans 11 des 15 pays pour lesquels des données étaient disponibles, la part des ménages pratiquant l'agriculture dépasse les 30 %⁴.

Beaucoup de résidents urbains entretiennent des jardins à domicile destinés avant tout à l'alimentation de leur ménage, où ils pratiquent surtout l'horticulture et l'élevage animal, ce qui améliore l'état nutritionnel de leurs enfants. Au Cameroun, par exemple, presque tous les légumes-feuilles qui sont consommés par les résidents urbains pauvres de Yaoundé sont cultivés dans les vallées qui entourent la ville.

Afin d'évaluer la situation de l'agriculture urbaine et péri-urbaine en Amérique latine et dans les Caraïbes, la FAO a réalisé en 2013 une enquête dans 27 pays. Elle a collecté des données sur l'agriculture dans 110 villes et municipalités. Ces données ont confirmé que l'agriculture urbaine et péri-urbaine est largement répandue dans cette région : elle est notamment pratiquée par 40 % des ménages à Cuba et par 20 % des ménages au Guatemala et à Sainte-Lucie. La politique cubaine à ce sujet date de 1997, au moment où le gouvernement avait décidé de promouvoir l'agriculture urbaine dans tout le pays. Son programme de promotion de l'agriculture urbaine et péri-urbaine a établi à La Havane un réseau de magasins de produits agricoles, de fermes semencières municipales, d'unités de compostage, de cliniques vétérinaires et de centres de production d'agents biologiques de contrôle antiparasitaire. Les agriculteurs urbains ont le droit de souscrire une assurance agricole et d'obtenir des prêts à la production. À La Havane, l'utilisation de pesticides et d'engrais de synthèse est interdit par la loi. Afin de préserver la santé des sols, le programme d'agriculture urbaine et péri-urbaine fournit de l'engrais vert et du lombricompost, et met les agriculteurs en contact avec des sources de fumier, de déchets ménagers et de résidus agro-industriels pour fabriquer du compost. Les jardins de La Havane sont tellement productifs et rentables que le ministère national de l'agriculture promeut désormais aussi ce mode de production agro-écologique dans les zones rurales.

Au Brésil, le soutien de l'agriculture urbaine et péri-urbaine fait partie intégrante de la politique nationale « Faim zéro ». Cette politique mise en œuvre par les autorités locales prévoit notamment de développer les marchés de producteurs, de dispenser des formations aux jardiniers des écoles, d'allouer les

⁴ Urban agriculture in the developing world: a review Francesco Orsini, Remi Kahane, Remi Nono-Womdim, Giorgio Gianquinto. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01201393/document>

espaces urbains vacants à l'exploitation agricole et de réduire les taxes sur les terrains utilisés à cette fin.

L'agriculture urbaine et péri-urbaine inclut des larges espaces agricoles qui permettent la production de légumes et légumes-racines, servent de pâturages aux chèvres et moutons, et accueillent des fermes laitières et des unités d'élevage intensif. Le principal avantage de cette forme d'agriculture est l'amélioration de l'accès à l'alimentation. Les producteurs alimentaires urbains et leur famille avaient un régime alimentaire plus varié que les autres résidents urbains et étaient plus susceptibles de consommer régulièrement des fruits et des légumes.

Les femmes constituent le moteur de l'agriculture urbaine dans de nombreux pays, en particulier dans les Caraïbes, en Bolivie, en Colombie, en Équateur, au Honduras et au Nicaragua. Une part importante des familles d'agriculteurs urbains sont dirigées par des femmes : 90 % à Managua, 86 % à Haïti, 70 % à Belize et 25 % à Quito.

Toutes les catégories d'âge sont représentées parmi les agriculteurs urbains, mais la plupart des producteurs proviennent de ménages à faible revenu et se mettent à pratiquer l'agriculture pour réduire leurs dépenses alimentaires et tirer des revenus supplémentaires de la vente, afin de pouvoir payer les frais de scolarité et acheter des médicaments et des biens de consommation.

L'agriculture urbaine et péri-urbaine bénéficie aussi beaucoup du fait que les gouvernements nationaux des pays des Caraïbes réglementent et soutiennent les zones urbaines. À Antigua-et-Barbuda, les aides en faveur des jardins potagers comprennent la fourniture de semences, de jeunes plants, d'arbres fruitiers et d'intrants à titre gracieux ou à moindre coût. Au Guatemala, le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation a créé un service de l'agriculture urbaine chargé de fournir aux producteurs des formations, des outils et des intrants. Dans certains pays, l'agriculture urbaine et péri-urbaine est encouragée par des instituts de recherche nationaux. Le programme argentin de jardinage « *Pro-Huerta* » est mis en œuvre depuis plus de 20 ans sous l'égide de l'Institut national des technologies agricoles et d'élevage et a contribué à la création de 8000 jardins communautaires, de 7000 jardins scolaires et d'un demi-million de potagers familiaux.

- **L'agriculture verticale : solution d'avenir pour les villes africaines ?**

Les fermes verticales utilisent des systèmes d'éclairage de haute technologie et des bâtiments climatisés pour faire pousser des plantes comme des légumes-feuilles et des herbes à l'intérieur, en utilisant moins d'eau et de terres. Étant donné qu'il s'agit d'un système de culture fermé, avec une évaporation contrôlée de l'eau des plantes, ce type de ferme consomme 95 % d'eau en moins que les exploitations traditionnelles. De plus, la plupart des fermes verticales n'ont pas besoin de sol parce qu'elles utilisent des systèmes de culture aéroponique ou hydroponique, qui fournissent aux plantes les nutriments dont elles ont besoin pour pousser par vaporisation ou irrigation. Cette technique de production est idéale pour répondre aux défis de l'urbanisation et à l'augmentation de la demande de denrées alimentaires de qualité et sans pesticides de la part des consommateurs.

La commercialisation des fermes verticales commence à se développer en Asie, en Europe, aux États-Unis, en Russie et, depuis peu, en Afrique. Beaucoup d'entreprises privées s'intéressent aux techniques de culture via des systèmes hydroponiques, aquaponiques et aéroponiques dans des entrepôts, des serres, des containers et des tours. La culture de plantes médicinales en fermes verticales commence également à susciter l'intérêt.

Nourrir la population urbaine en pleine croissance de l'Afrique restera un défi de taille, mais l'agriculture verticale et ses déclinaisons pourraient être l'une des approches les plus innovantes à exploiter dans le cadre des efforts pour produire des aliments frais, sains, nutritifs et sans pesticides pour les consommateurs. Toutefois, cette méthode nécessite des investissements initiaux considérables, ainsi qu'un système d'éclairage (et d'alimentation électrique) fiable. Des prototypes basés sur l'énergie solaire et des variantes plus rudimentaires sont à l'étude.

5. La voie à suivre :

Bon nombre de politiques relatives à l'agriculture urbaine continuent à se concentrer en priorité sur la production alimentaire urbaine et péri-urbaine pour des raisons de sécurité alimentaire, alors que les activités d'agriculture urbaine commerciale, de transformation agro-alimentaire et de valorisation sont souvent laissées de côté (Dubbeling et Pasquini 2010). Bien que les politiques et les plans agricoles globaux cherchent spécifiquement à aligner la production sur les marchés (urbains), ces aspects sont

abordés de façon générale et ne font pas de différence entre les différents types de systèmes de production (rural, péri-urbain et intra-urbain, par exemple). Par conséquent, ces politiques et plans sous-estiment facilement la contribution de la production urbaine et péri-urbaine à la création de revenus et d'emplois.

Les politiques urbaines doivent reconnaître le rôle que joue l'agriculture urbaine et péri-urbaine dans le développement urbain, garantir l'approvisionnement alimentaire en zone urbaine et renforcer les moyens de subsistance des producteurs urbains démunis. Pour ce faire, il convient notamment de supprimer les obstacles, d'offrir des incitants en faveur de l'agriculture urbaine et péri-urbaine et d'améliorer la gestion des ressources naturelles dans les zones urbaines et péri-urbaines.

Pour rendre ce secteur durable et intéressant pour les jeunes générations, il importe d'y renforcer le développement des entreprises et des compétences entrepreneuriales, d'améliorer la capacité de transformation et de commercialisation, d'assurer l'accès au financement et d'identifier les marchés lucratifs (marché du bio, etc.).

Il est nécessaire de renforcer les capacités des organisations de producteurs afin de professionnaliser le secteur, ainsi que de faciliter l'accès à la terre pour la production urbaine. Même lorsque les agriculteurs urbains ne sont pas propriétaires des terres utilisées, ils devraient se sentir soutenus par des stratégies d'investissement à moyen et long terme qui valorisent leur contribution aux infrastructures vertes multifonctionnelles des villes.

Les questions de sécurité des aliments et de traçabilité sont essentielles pour tous les acteurs de la chaîne et les consommateurs finaux.

La reconnaissance accrue du rôle que la nourriture peut jouer dans la réponse aux diverses préoccupations de durabilité urbaine offre de nouvelles opportunités de marché et d'engagement pour le secteur privé. Les acteurs du secteur privé peuvent jouer un rôle important dans l'accélération et la mise en œuvre d'innovations évolutives du système alimentaire urbain. En raison de leurs grands marchés de consommation, de leurs relations plus directes avec les consommateurs et de la collaboration étroite entre les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, les régions urbaines offrent aux acteurs traditionnels et nouveaux du secteur privé des opportunités uniques.⁵

Objectifs du briefing : Afin d'améliorer le partage d'informations et de promouvoir la mise en réseau, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et divers médias organisent depuis 2007 des briefings bimestriels sur des questions et des défis clés pour l'agriculture et le développement rural dans le contexte de la coopération UE-ACP.

Groupe cible : Environ 150 décideurs politiques ACP-UE, groupes de la société civile, réseaux de recherche, professionnels du développement, représentants du secteur privé et organisations internationales basées à Bruxelles.

Produits : Un bref rapport et un Reader en format papier et électronique seront rédigés peu après la réunion. Les contributions et les commentaires émis avant, pendant et après les réunions seront inclus dans les briefings.

⁵ M. van Veenhuizen, M. Dubbeling (RUA Foundation) and Katharina Felgenhauer (IWMI). The Role of the Private Sector in City Region Food Systems. 2018
<http://www.ruaf.org/sites/default/files/Policy%20Brief%20The%20role%20of%20private%20sector%20in%20city%20region%20food%20systems.pdf>



BRIEFING DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT N° 50

Produire de la nourriture dans les villes : succès et nouvelles opportunités

Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne (DG DEVCO) et Concord

10 avril 2018, 9h00-13h00

Secrétariat ACP, Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles

<https://bruxellesbriefings.net/>

PROGRAMME

08h00-09h00 Inscription

09h00-09h15 Présentation du Briefing

Remarques introductives: *Secrétariat ACP; CE; CTA*

09h15-10h30 Panel 1: Tendances et opportunités dans l'agriculture urbaine

Ce panel donnera un aperçu des principales tendances de l'agriculture urbaine et périurbaine et des différentes manières de produire de la nourriture dans les villes des pays ACP et en Europe.

Panélistes:

- Que savons-nous de l'agriculture urbaine?
Henk de Zeeuw, Fondation RUAF, Pays-Bas
- Succès de l'agriculture urbaine en Europe
Axel Timpe, COST-Action Agriculture urbaine Europe
- Innovation sur la technologie agricole verticale: le cas de Growing Underground
Richard Ballard, co-fondateur, Growing Underground, Royaume-Uni

10h30-10h45 Pause café

10h45-13h00 Panel 2: Succès dans l'agriculture urbaine dans les régions ACP

Ce panel partagera quelques réussites sur le terrain, qui montrent que la production alimentaire dans les villes peut offrir des opportunités aux jeunes entrepreneurs. Il se concentrera en particulier sur les entreprises innovantes et sur les besoins du marché urbain.

Panélistes:

- L'agriculture urbaine: une affaire pour les jeunes entrepreneurs?
Angel Adelaja, PDG, Fresh Direct, Nigéria
- L'expérience du micro-jardinage en Afrique de l'Ouest
Coumbaly Diaw, coordinatrice sous-régionale de la FAO, Sénégal
- Nouvelles opportunités en hydroponie au Kenya et leçons apprises
Peter Chege, directeur général, Hydroponics Kenya
- Hydroponique Jardins Hydroponiques d'Haïti
Pierre François Benoît, Directeur Général, Jardins Hydroponiques d'Haïti

Remarques de clôture

13h00 Déjeuner